

LA CPI juge et partie : une imposture inacceptable !

Dans une enquête extrêmement fouillée et documentée, le journal Mediapart vient de révéler que la diplomatie française a été en intelligence avec la Cour Pénale Internationale pour écarter le Président Laurent GBAGBO du pouvoir en Côte d'Ivoire. Ce qui n'était qu'un secret de polichinelle éclate ainsi au grand jour. Cela remet gravement en cause cette Cour Pénale Internationale. Elle est clairement juge et partie dans ce procès qu'elle a suscité, organisé, et qu'elle conduit contre le Président Laurent GBAGBO et Charles Blé GOUDE. L'on peut se demander si ce n'est pas cette Cour Pénale qui a besoin d'un vrai procès pour le coup justifié sous la qualification de faux, usage de faux et détournement de procédure aggravé par un délit de corruption active... ? La CPI a accepté d'être un instrument politicien dans une compromission d'opération néocoloniale.

Avec l'Etat français, elle a contribué à installer en Côte d'Ivoire un régime illégitime avec un président de la république plutôt installé qu'élu...

L'on aura remarqué que nous ne prenons même pas la précaution d'usage qui oblige à l'utilisation du conditionnel dans une telle affaire. Nous constatons en effet que ni l'Etat français ni la CPI n'ont à cet instant déposé plainte en diffamation contre l'organe de presse qui les met si gravement en cause. Seule la CPI aurait timidement l'intention d'ouvrir une enquête sur les révélations hautement compromettantes du journal. Mais nous savons que Mediapart affirme rarement des informations non vérifiées et recoupées. Il est d'ailleurs bien connu que les enquêtes diligentées par des organismes si gravement mis en cause sont quasiment toujours des fuites en avant dont le but est de distraire l'opinion qui pourrait s'émouvoir à juste titre. Elles sont comme les commissions d'enquête destinées à enterrer les affaires gênantes.

Notre préoccupation est ailleurs. Elle concerne le silence troublant des Etats partie au traité de Rome dont la CPI est l'émanation, en particulier de la France qui s'est toujours présentée comme pays démocratique aux institutions fortes. A ce titre son parlement dont c'est la compétence devrait au minimum demander des comptes à l'exécutif qui s'est rendu coupable de cette barbouzerie de plus. Nous nous demandons plus sérieusement pourquoi ce silence des pays africains. L'Afrique va-t-elle encore longtemps se murer dans

ce silence assourdissant qui pourrait devenir très vite une complicité coupable contre elle-même ? L'Union Africaine en tant qu'institution continentale va-t-elle enfin réclamer un peu de respect pour la dignité et la souveraineté des pays qu'elle représente ?

En attendant, nous demandons instamment que soit mis un terme à cette détention injustifiée et injustifiable du Président Laurent GBAGBO, du Ministre Charles Blé GOUDE et de tous ces prisonniers qui croupissent dans les prisons ivoiriennes par décision d'un régime qui apparaît clairement aujourd'hui comme illégitime.

La Côte d'Ivoire a besoin de paix et de vérité ; l'Afrique du respect de sa souveraineté. C'est juste ce que nous réclamons.

Raphaël DAGBO

Président de l'Association des Amis de Laurent GBAGBO